POUR NOS SALAIRES ET LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS
CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LES DÉRIVES AUTORITAIRES : NE LÂCHONS RIEN !

LES 31 OCTOBRE ET 5 NOVEMBRE, AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

NOS SALAIRES S'EFFONDRENT ! IL Y A URGENCE A AGIR.

Tout augmente, sauf nos salaires. L'inflation est repartie à la hausse, les prix de l'essence et de l'énergie explosent, et le panier moyen des produits de base a bondi ces dernières années.

Le point d'indice n'est plus indexé sur l'inflation, les revalorisations ponctuelles que concèdent les gouvernements sont très loin de compenser la hausse de l'indice des prix à la consommation. Par rapport à l'inflation, la valeur du point a perdu 5.37% depuis 2023,15.62% depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017 et même 32.1% depuis 2000. Le point d'indice est à 4,92€, il devrait être à 6,50€.

Plusieurs centaines de milliers d'agent·es publics se trouvent sous le SMIC et doivent toucher une « indemnité différentielle », en particulier pour les agentes de catégorie B et C. Ce scandale doit cesser. Il y urgence à agir !

Les mesurettes prises par le gouvernement (hausse anticipée du SMIC, aide pour les grands rouleurs, …) ne sont pas à la hauteur de nos besoins et de nos attentes ! Nous revendiquons des augmentations générales de salaire, le dégel du point d'indice, le rattrapage des pertes subies, des créations d'emplois et des moyens à la hauteur de nos missions.

De l'argent il y en a : en 1996, la part des 500 plus grosses fortunes représentait 6% du PIB, en 2026, leur fortune en représente 46% ! Les pilleurs sont là...

AU MINISTERE DU TRAVAIL : LES CONDITIONS DE TRAVAIL SONT DEPLORABLES. UN PLAN D'URGENCE S'IMPOSE !

Au ministère du Travail, cette situation économique s'ajoute aux sous-effectifs, à la surcharge de travail, au management délétère et toxique, et au manque de moyens pour exercer nos missions, comme l'a révélé le rapport APTEIS. Après la grève et le mouvement de soutien aux inspecteurs du travail de l'Isère, qui ont été poursuivis en conseil de discipline pour avoir dénoncé un management et des conditions de travail délétères, le suicide de notre collègue en Martinique qui dénonçait ses conditions de travail est un nouveau coup de tonnerre. Les innombrables situations de mal être au travail partout dans les services sont largement signalés par nos OS : le Ministre ne peut plus détourner le regard. Le « plan d'actions » présenté en F3SCT M en réponse au rapport APTEIS est d'une indigence consternante. Il ne répond en aucun cas à la gravité d'une situation qu'il ne s'agit plus de documenter, de diagnostiquer ou de mettre en évidence ! Il y a le feu… un plan d'urgence s'impose pour restaurer des conditions de travail dignes et protectrices de la santé pour les agent.es.

LES PREMIERES VICTOIRES DE LA JEUNESSE OUVRENT LA VOIE POUR DE NOUVELLES CONQUETES SOCIALES !

Malgré la répression et les délires autoritaires du gouvernement pour nous faire taire, les mobilisations des 17 et 24 octobre 2026 ont été massives et sont d'ores et déjà des succès, réunissant à chaque fois plus de 800.000 personnes partout en France. Il nous faut continuer pour imposer nos revendications à ce gouvernement illégitime et fébrile et au patronat.

Les dernières mobilisations ont montré que la colère sociale est profonde et que la détermination collective peut faire reculer le gouvernement. Les premiers reculs face à la mobilisation de la jeunesse (révision de parcours sup, indexation des bourses sur l'inflation, augmentation des places dans les filières techniques notamment) constituent un point d'appui : **ce qui a été arraché par la mobilisation doit nous encourager à aller plus loin !**

Il faut continuer à soutenir les revendications légitimes de la jeunesse et imposer d'autres politiques ! Ne laissons pas le gouvernement diviser la jeunesse, les salarié·es et les agent·es publics. Nos combats sont liés : salaires, emplois, services publics, droits sociaux et avenir de la jeunesse.

LES 31 OCTOBRE ET 5 NOVEMBRE, AUGMENTONS LE RAPPORT DE FORCE !

NOS EXIGENCES SONT CLAIRES :

Pour nos salaires

- Augmenter immédiatement le point d'indice d'au moins 10%, l'indexer sur l'inflation et obtenir la refonte des grilles.
- Rétablir la GIPA, supprimer le jour de carence et revenir à 100% de rémunération en congé maladie ordinaire.
- Gagner l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et revaloriser les métiers à prédominance féminine.

Pour nos conditions de travail

Des mesures immédiates, nationales et contraignantes, à commencer par :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, des recrutements à la hauteur des besoins et la titularisation des contractuel.les
- Un plan national de réduction de la charge de travail
- Des effectifs renforcés dans les services en tension
- L'abandon des objectifs irréalistes et de tous les objectifs chiffrés
- Une politique de prévention primaire des RPS : agir sur le travail, pas sur les individus
- L'arrêt de tous les projets de relogement délétères et l'organisation des locaux de travail, en fonction des besoins et des spécificités des missions
- Le retour de services supports de proximité, dédiés à nos missions et aux besoins des agent·es
- La baisse de l'âge de départ à la retraite, pour tous

Mais aussi contre la répression et pour le respect des libertés syndicales et démocratiques.

ENSEMBLE, AGENT·ES PUBLICS, SALARIÉ·ES DU PRIVÉ ET JEUNES, TOUS ET TOUTES EN GREVE ET MOBILISE·ES POUR GAGNER !

